



HAL
open science

Des jardins collectifs sur le campus ouvert de l'Université de la Polynésie Française : un projet pour les étudiants résidents et les habitants d'un quartier prioritaire au temps de la Covid-19

Anthony Tchékémian

► To cite this version:

Anthony Tchékémian. Des jardins collectifs sur le campus ouvert de l'Université de la Polynésie Française : un projet pour les étudiants résidents et les habitants d'un quartier prioritaire au temps de la Covid-19. La ville au temps de la Covid-19 Quelles analyses et quelles approches pour la fabrique urbaine de demain ? Oran, 7-8 décembre 2021 Manuscrit Des jardins collectifs sur le campus ouvert de l'Université de la Polynésie Française : un projet pour les étudiants résidents et les habitants d'un quartier prioritaire au temps de la Covid-19, Dec 2021, Oran, Maroc. halshs-03433859

HAL Id: halshs-03433859

<https://shs.hal.science/halshs-03433859v1>

Submitted on 17 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'USTO-MB - FAGC - Département d'architecture - et le CRASC Oran
La ville au temps de la Covid-19

Quelles analyses et quelles approches pour la fabrique urbaine de demain ?
Oran, 7-8 décembre 2021

Manuscrit

Des jardins collectifs sur le campus ouvert de l'Université de la Polynésie Française : un projet pour les étudiants résidents et les habitants d'un quartier prioritaire au temps de la Covid-19

Anthony TCHEKEMIAN

Maître de conférences en Géographie et Urbanisme (CNU 23-24)
Université de la Polynésie Française

Unité Mixte de Recherche Ecosystèmes Insulaires Océaniques (UMR 241 EIO)
UMR 228 Espace pour le Développement (ESPACE-DEV) : équipe Approche Intégrée des Milieux et des Sociétés (AIMS)

Département des Lettres, Langues et Sciences Humaines - UPF
Tél.: (+689) 40 866 445 (GMT -10:00)
B.P. 6570 - 98702 Faa'a - Tahiti - Polynésie française

anthony.tchekemian@upf.pf

« *Le projet est le brouillon de l'avenir. Parfois, il faut à l'avenir des centaines de brouillons* »
RENARD (1902)

Introduction

Tandis que la pandémie de coronavirus perdure, le terme « crise » lui est associé. Le grec *krisis* renvoie à l'action de séparer, à la phase décisive d'une maladie, ou à la faculté de trancher. Etymologiquement, la crise est donc un révélateur qui appelle l'action. Sous l'influence de Fernand BRAUDEL (1958), les chercheurs ont pourtant rejeté l'événement et la crise, pour insister sur le temps long. Une crise garde néanmoins une valeur heuristique : plutôt que de l'opposer à la continuité, nous préférons l'y articuler. Face à un faisceau de crises – sanitaire, environnementale, économique, voire démocratique – le discours sur les vertus du local et du rural s'impose de nos jours ; pensons à la permaculture ou aux urbains aisés partis se confiner dans leurs résidences secondaires à la campagne¹. Plusieurs facteurs s'expliquent ce phénomène : le confinement, le développement du télétravail, mais aussi l'envie de renouer avec la nature. Mais ce retour au local – soit à un lieu précisément défini, par opposition au nomadisme ou aux endroits sans âme – n'a rien de nouveau. De plus, selon BERNARD (2020) « *le jardin, la culture et la nature aident à supporter les effets de la pandémie actuelle* »². Cette idée s'inspire d'une tradition qui, depuis le XVIIIe siècle, allie l'étude de la nature à une certaine forme d'art, initiée par des personnalités³. De nos jours, le jardinage incarnerait des valeurs ancrées dans une tradition nationale et qu'au regard des récentes crises survenues, il s'agirait d'un éternel recommencement.

Ainsi, face à ces angoisses, la thématique du « retour à la terre » revient de façon récurrente. A cela s'ajoute désormais une angoisse écologique, au regard des catastrophes environnementales⁴. Le retour à des modes de production et de consommation perçus comme plus traditionnels, plus locaux, est alors opposé à la consommation permanente qui épuise la planète. Les jardins vivriers, par exemple, permettraient d'économiser de l'argent, en une période de crise, notamment économique (celle-ci étant parfois vue comme permanente depuis 2008). Tout ceci ne serait pas sans évoquer les jardins ouvriers européens du XIXe et du XXe siècle, les jardins d'insertion des années quatre-vingt ou les jardins partagés des années quatre-vingt-dix ; à chaque fois se manifeste une volonté de ne pas couper le cordon ombilical entre la population et la terre. Bien entendu, il faut sortir du présentisme et

¹ Lors des épidémies de peste des siècles précédents, la partie la plus riche de la population, notamment les médecins, élites foncières, quittait également les villes pour vivre dans leurs manoirs plus sains à la campagne, simplement parce qu'il y avait moins de risques de tomber malade là où il y avait moins de personnes et dans des zones moins fréquentées. Cf. article « Anne-Marie Moulin : les réactions irrationnelles sont le lot de toutes les épidémies », paru dans *Le Monde*, mis en ligne le 14 février 2020, URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/14/anne-marie-moulin-les-reactions-irrationnelles-sont-le-lot-de-toutes-les-epidemies_6029505_3232.html, consulté le 20 juillet 2021.

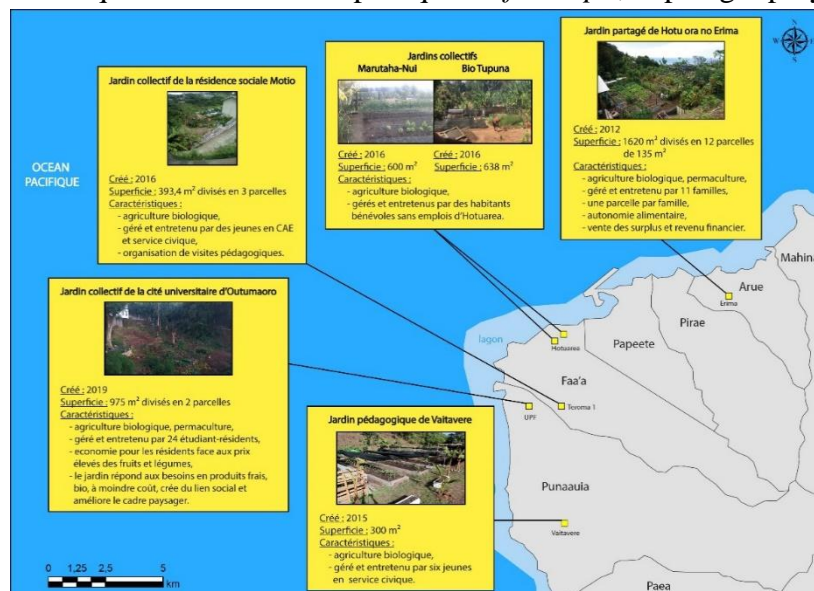
² Fred Bernard invité sur *Arte*, lors de l'émission « 28 minutes », diffusée le 3 juillet 2020.

³ Telles que le comte de Buffon (1749-1804, *Histoire naturelle, générale et particulière, avec la description du Cabinet du Roy*), Jean-Baptiste de Lamarck (1778, *Flore française* ; 1809, *Philosophie zoologique*), Jean-Jacques Rousseau (1782, *Lettres élémentaires sur la botanique à Madame L****), Jean-Henri Fabre (1823-1915, *Souvenirs entomologiques*), Jean Rostand (1947, *Nouvelles pensées d'un biologiste*), Edith Holden (1906, *Le journal champêtre*).

⁴ Selon les historiens FRESSOZ, LOCHER (2020), l'angoisse contemporaine que fait naître la dégradation générale du climat sur la terre n'est pas une chose nouvelle ni inédite dans sa longue durée. Depuis les Grandes découvertes du XVe siècle au milieu du XXe siècle, l'histoire de l'étude du changement climatique nous apprend que les sociétés occidentales se souciaient déjà des conséquences de leur façon de vivre sur les équilibres écologiques, sociaux, politiques.

relativiser ces propos, sensible dans ceux sur « le monde de demain », par opposition à celui passé.

De fait, la crise sanitaire actuelle interroge la capacité des systèmes de production, notamment industriels et agricoles, à faire face aux crises. Les mesures de protection mises en place à l'échelon étatique incitent à un retour au local, dans la consommation et les actions au sein des agglomérations. Sur l'île de Tahiti, dans un contexte d'urbanisation croissante, le développement d'une forme d'agriculture urbaine, au travers des jardins collectifs (partagés, pédagogiques, d'insertion...), semble une réponse aux attentes et besoins sociétaux des populations. Dans une perspective résiliente, six jardins implantés dans l'agglomération de Papeete – dont un sur le campus universitaire à Punaauia – apparaissent comme une réponse à l'augmentation des prix constatée depuis le début de la pandémie liée à la COVID-19. Toutefois, avant le déclenchement de celle-ci, ils avaient été envisagés comme un moyen d'accéder à une alimentation équilibrée, saine et durable. Puis, les usagers de ces jardins constatent que le travail de la terre crée du lien social : il améliore leur cadre de vie et leur offre une occupation vécue comme apaisante, que beaucoup relie à leur identité polynésienne, en invoquant notamment la pratique du *fa'a'apu*, le potager polynésien.



Conception, réalisation : A. Tchékémian, 2020

Carte 1 : Localisation des six jardins collectifs étudiés dans l'agglomération urbaine de Papeete, à Tahiti
Aujourd'hui, des personnes présentent le local comme une réponse à la crise environnementale ou aux excès du capitalisme mondialisé, mais en fait ce local peut parfaitement s'accommoder de la persistance de ce capitalisme, jusqu'à même pouvoir être récupéré. Finalement, les jardins collectifs, tout comme le jardinage, incarnent des valeurs d'entre-aide, d'échange, de partage, et qu'au regard des récentes crises survenues, il s'agit d'un éternel recommencement, qui a remis au gout du jour certaines modalités, comme le Système d'Echange Local, le troc, la vente de voisinage informelle, les AMAP... D'ailleurs, les jardins collectifs favorisent la prise de conscience des problématiques environnementales et l'évolution des habitudes alimentaires, eu égard aux problèmes de santé croissants que pose l'obésité en Polynésie française.

Ainsi, depuis 2020, une réflexion s'est engagée entre l'Université de la Polynésie Française (UPF) et la mairie de Punaauia, en vue de l'ouverture réciproque du quartier social

d'Outumaoro et du campus universitaire⁵ éponyme. Cette ouverture permettrait de créer du lien entre ces deux populations, notamment par la réalisation d'un jardin collectif. Dans la réflexion autour du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) du quartier Outumaoro, initiée par la municipalité de Punaauia, puis celui de « campus ouvert » souhaité par la présidence de l'université, le développement de jardins collectifs est envisagé. Ces jardins associeraient étudiants et habitants du quartier : deux populations qui se croisent sans toujours se fréquenter. Au travers d'un guide d'entretien semi-directif et d'enquêtes de terrain, ces populations ont été questionnées quant à leurs attentes et demandes en matière d'agriculture urbaine. Le traitement de 33 entretiens repose sur une analyse textuelle et thématique. Quelques citations, particulièrement représentatives, issues des propos d'acteurs rencontrés, illustrent notre développement.

1. Le jardin collectif, une initiative souhaitée, mais appréhendée

Dans le cadre du PRU, la mairie de Punaauia souhaite développer les jardins collectifs, en faveur des résidents du quartier prioritaire Outumaoro (réunissant plus de 2 000 hab). La création de tels jardins dans ce quartier est perçue par la mairie et les habitants comme un moyen de renforcer les liens sociaux, d'initier les jeunes à la préservation de l'environnement et de renouer avec la tradition du *fa'a'apu*. Pour Raimoana Anding, Chef de projet du PRU à la mairie de Punaauia : « *les notions d'écoquartier, de jardins collectifs, d'agriculture urbaine... entrent exactement dans notre démarche. Outre le besoin de tendre vers l'autosuffisance alimentaire, que le confinement a soulignée, je vois également en l'agriculture urbaine et les jardins collectifs l'occasion de redécouvrir ses voisins ; notion essentielle qu'il convient de réintroduire et d'entretenir dans nos quartiers* ». Dans l'attente de la réalisation d'un tel jardin, associant la communauté universitaire et les habitants du quartier, un projet de partenariat entre l'UPF et la mairie a été initié en 2020 autour du thème « campus ouvert ».

En effet, dans un souhait d'ouverture du campus sur l'extérieur, un jardin collectif devrait être mis en place pour créer du lien entre les deux communautés. Afin de désenclaver et d'ouvrir ce quartier sur l'extérieur, la mairie souhaite « *réaffirmer la place de l'Université dans la zone* »⁶. La coopération entre les deux institutions, initiée depuis août 2020, s'inscrit sous l'égide du développement durable, de la mixité et de l'insertion sociale, des échanges de savoirs et des apprentissages mutuels. Le développement de jardins collectifs au sein du campus pourrait favoriser la mixité sociale en associant ces populations, voisines et différentes (classes d'âge, CSP...), qui se croisent, mais cohabitent peu. Le sentiment de stigmatisation et d'exclusion qu'éprouvent les habitants de ce quartier pourrait donc être dépassé par leur inclusion dans un projet de jardins collectifs, en collaboration avec la communauté universitaire. Ainsi, ce projet permettrait de valoriser les savoir-faire des deux populations, que ce soit par le rapprochement, les échanges, le partage des techniques et des outils, l'entre-aide, jusqu'à renforcer la confiance en soi et envers les autres : « *ce serait bien*

⁵ Le campus Outumaoro de l'UPF, lieu de formation et de recherche, accueille environ 3 500 étudiants, 500 enseignants et chercheurs, des agents administratifs et techniques. Elle constitue un levier important de croissance économique, sociale et culturelle. Attachée à l'ouverture de son campus à la société civile, elle souhaite renforcer ses relations avec la mairie de Punaauia.

⁶ Cf. site internet de la *mairie de Punaauia*, « Le Plan D'aménagement et de Développement Durable », [URL : <http://www.punaauia.pf/plan-damenagement-et-de-developpement-durable>], consulté le 14 septembre 2020.

de travailler à l'université. En plus, pour un jardin... Ici, il n'y a pas de place, alors qu'il y a de la place là-bas sur le campus. [...] Mais bon il faut y monter. Moi, je ne connais pas l'université, alors que c'est à côté. Une de mes nièces y est allée, mais elle est repartie dans son île. [...] Et ça serait bien, on verrait d'autres gens, et on ferait connaissance. [...] Nous, les Polynésiens, on sait planter un jardin » (une habitante du quartier d'Outumaoro) ; « *je donnerais le surplus aux nécessiteux* » (Christophe, membre du jardin collectif du campus).

Cependant, les étudiants et certains personnels du campus pourraient être méfiants envers ces personnes extérieures : « *Déjà en haut de l'université, on a des problèmes avec les gens d'Outumaoro qui squattent par là-bas, et qui viennent voler à la résidence... Là, c'est clôturé et il y a quand même des problèmes, alors si on ouvre... Mais peut-être que l'ouverture va permettre à ces gens-là de se rendre compte de nos problèmes, à nous aussi... Je ne sais pas si le fait qu'on les connaisse va faire en sorte qu'ils viennent plus voler chez nous, ou qu'ils nous embêtent... On a vraiment eu des gros problèmes avec eux.* » (Takurua, membre du jardin collectif du campus) ; « *J'ai peur que si on ouvre le campus il y ait encore plus d'agressions, de vols et de trafics. [...] Avant, au début, l'université n'avait pas de grille et beaucoup de jeunes circulaient, et ils n'étaient pas étudiants...* », explique la Responsable de la Maison des Œuvres Universitaires et de la Vie Etudiante (MOUV'E) à l'UPF. De plus, un employé à la Direction de la Logistique et du Patrimoine de l'UPF, se méfie de l'ouverture du campus aux habitants du quartier d'Outumaoro et de leur influence sur les étudiants : « *Les effets ne seraient pas que bons... Tu sais quelle réputation ils ont aux alentours d'Outumaoro... Ils ne vont pas planter la même chose ! [...] Je crois qu'il y aura plus de planteurs de l'université qui vont planter là-bas. Ça pourrait inciter les étudiants à passer dans des plans illicites.* ». Ici, l'agent évoque la culture du *pakalolo* (« l'herbe qui rend fou », en tahitien), nom local du cannabis, vendu notamment aux abords du quartier.

D'origine polynésienne, ces quatre interlocuteurs lisent les interactions entre les deux populations – universitaires et issues d'un quartier social périphérique – selon des critères sociaux et non pas ethniques. Cette éthnicisation des relations humaines, dans une perspective essentialiste (BERTHELEU, 2007) constitue du reste un lieu commun qu'il convient de déconstruire : dans ce cas précis, des Polynésiens s'inquiètent de l'ouverture du campus à d'autres Polynésiens, mais à la sociologie distincte de la leur. Cette même personne précise : « *auparavant, il n'y avait pas de gardiens au sein du campus [...], mais la présence d'une grille n'a pas évité des vols et incivilités dans la résidence universitaire* ». Si certains de ces incidents ont été attribués à des personnes originaires du quartier d'Outumaoro, il faut toutefois préciser que d'autres ont été provoqués par des étudiants ayant invité des personnes extérieures au campus.

2. Des appréhensions exacerbées par les différences

En Polynésie française, les techniques ancestrales et les pratiques coutumières utilisées en mer ou sur terre – qui précisons-le ne s'opposent pas à la modernité – sont empruntées au patrimoine culturel polynésien : tel le *fa'a'apu*, le potager, ou le *rahui* qui désigne une interdiction temporaire de prélèvement d'une ressource (agricole ou lagonaire) sur un territoire insulaire, par une communauté (BAMBRIDGE, 2017). D'ailleurs, l'ancien concept polynésien du *rahui* est aujourd'hui réinterprété en fonction de préoccupations économiques et écologiques contemporaines. Il intègre alors le discours sur la préservation des communs.

La référence traditionnelle donne ainsi une légitimité historique aux préoccupations contemporaines et au nouveau mode de gestion des ressources, en l'inscrivant dans un pseudo héritage historique. Le *rahui* invoqué de nos jours n'a rien de comparable avec celui entendu autrefois, qui était davantage un hommage rendu à un défunt, avec la mise en place d'un tabou temporaire sur un espace maritime ou terrestre. Le tabou était ensuite levé à la fin du deuil, comme l'atteste la pratique des pêches collectives à l'issue desquelles les participants se partageaient la ressource halieutique en hommage au mort (GHASARIAN, 2014). De plus, le *rahui* a vocation à être temporaire, alors que les communs s'inscrivent dans une volonté de prétention permanente. Or, « *des "traditions" qui semblent très anciennes ou se proclament comme telles ont souvent une origine très récente et sont parfois inventées.* » (HOBSBAWM, RANGER, 2006 : 11) : l'intérêt d'inventer des traditions⁷ est inhérent à différents groupes sociaux, voire certains Etats-nations, constitués à partir de la fin du XIXe siècle, parce qu'ils ont besoin de légitimer leur cohésion, et parfois leur domination, en s'inscrivant dans la longue durée.

A présent, la société polynésienne s'est enrichie de nouveaux acteurs – ne serait-ce que par la mise en place du système administratif d'inspiration métropolitaine (AL WARDI, 2010) – tels les municipalités, les services sociaux, les associations environnementales, caritatives, etc. Ce contact avec des institutions n'existait pas avant la colonisation. Depuis, le *fa'a'apu* s'est transformé : ne serait-ce que par les organisations sociales associées, les objectifs et les valeurs (subsistance *versus* monétaire), les espèces qui le composent, les techniques utilisées, etc. Ces pratiques sont-elles empruntées au patrimoine culturel polynésien ? La réponse est complexe. En effet, l'empreinte patrimoniale est forte dans le cas des taro dières. En revanche, dans le cas de la culture des salades, tomates, espèces aromatiques et autres, l'empreinte patrimoniale est davantage édulcorée. Face à une uniformisation de la culture qui peut être perçue comme agressive envers les identités culturelles (qui tendrait même à atténuer les particularismes locaux) : le jardin collectif est vu comme un vecteur de transmission culturelle, qui est sensible dans l'emploi du terme *fa'a'apu*, employé par certains des acteurs polynésiens rencontrés. En effet, alors que ce terme désigne initialement un potager privé, il peut également prendre la forme d'un jardin collectif, notamment lorsqu'il est implanté sur une parcelle communale. Si dans les communes rurales polynésiennes, beaucoup de personnes entretiennent encore un potager, un regain d'intérêt pour sa forme collective se développe dans certains quartiers urbains de Tahiti. Outre la fonction vivrière, ces jardins sont également des lieux d'échanges intergénérationnels et de sociabilité qui permettent de renouer le lien social entre tous les acteurs, notamment municipaux et citoyens.

De plus, comme cela a pu être constaté dans plusieurs terrains d'étude, il apparaît indispensable de se défaire des préjugés et d'adjoindre les participants au projet de jardin collectif, afin qu'ils se l'approprient : « *ça permettrait de créer un lien social, de redorer l'image de ce quartier qui fait peur à de nombreuses personnes. C'est un élan d'autonomie pour de nombreux jeunes qui errent à longueur de journée dans les rues.* » (Christophe, membre du jardin collectif du campus, UPF). Si le projet de campus ouvert a été proposé par la mairie et l'université, les habitants et les étudiants doivent pouvoir s'exprimer, échanger et

⁷ « *Loin d'être un héritage, la tradition devient une revendication dans un monde où la globalisation n'implique plus l'uniformité ou l'homogénéisation* » (ROUE, 2012 : 3).

être écoutés en retour par les acteurs décisionnels. Ainsi, des actions de concertation et d'échanges⁸ ont été réalisées en faveur des destinataires finaux. Il est donc primordial d'impliquer activement les futurs jardiniers, tout en prenant en compte leurs différences culturelles, sociales et économiques.

3. Des propositions au bénéfice des liens entre les usagers du quartier et de l'université

Par la volonté de désenclaver les universités pour en faire des lieux de vie insérés dans leur territoire, et d'inclure à la vie du campus les populations résidentes à proximité, ce jardin collectif, que l'on pourrait qualifier de mixte, associe des communautés sociales différentes. Ce projet de campus ouvert permettrait d'échanger des connaissances, scientifiques ou vernaculaires : d'une part, de permettre la vulgarisation des savoirs et la diffusion de la culture à un public autre que celui universitaire ; d'autre part, de mettre à profit les connaissances non académiques des habitants, qui constituent une richesse profitable au monde universitaire. Au travers d'un partenariat entre la mairie de Punaauia et l'UPF, plusieurs actions peuvent être envisagées (échange réciproque, enrichissement mutuel, ouverture à la fois du campus et du quartier), ce qui profiterait non seulement à ces communautés, mais plus largement à l'ensemble des habitants voisins. Les lignes directrices principales s'orienteraient donc vers les échanges culturels⁹, sportifs, sociaux et artistiques :

1. Ouvrir la Bibliothèque Universitaire (BU) au public extérieur : en vue de décloisonner les savoirs et établir des liens avec les habitants, les acteurs institutionnels et professionnels qui l'entourent, afin que chacun puisse apprendre de l'autre. D'après Raimoana Anding (Chef de Projet PRU, mairie de Punaauia) : *« ça permettrait aux gens du quartier de faire des liens avec les jeunes et petit à petit, les jeunes universitaires aussi, peut-être donner envie à la population de se rapprocher de l'université, d'aller à la bibliothèque... Et pour leurs enfants, de savoir qu'ils peuvent suivre un cursus supérieur »*. Cependant, le constat est, globalement, loin d'être positif. En effet, malgré la bonne volonté des personnes chargées des bibliothèques universitaires, il apparaît que cette démarche débouche très fréquemment sur un échec. Même si les bibliothèques diversifient leurs ressources, via le prêt de romans, bandes dessinées, DVD ou la tenue d'expositions, elles restent des endroits de savoir académique qui intimident le grand public, et qui n'attirent pas les personnes étrangères au monde universitaire.

En effet, les ouvrages, spécialisés, ne favorisent pas l'ouverture des BU au grand public. *« Ainsi, le développement de fonds de détente ou de culture générale en BU a été pensé pour élargir l'horizon culturel des étudiants, et non pour attirer le public extérieur, même s'il peut en pratique rendre les collections plus attrayantes pour ces derniers. [...] la nature et*

⁸ Pour ce faire, une convention cadre a été établie entre la mairie de Punaauia et l'université de la Polynésie française afin de développer un campus durable dans la ville, en participant à des activités communes dans les domaines de l'économie, de l'environnement et de la culture. Puis, une réunion d'information sur le projet urbain a été réalisée dans le quartier d'Outumaoro, par la mairie, suivie d'une semaine d'échanges et d'animations afin que les habitants expriment leurs besoins et attentes. A partir de ce projet, d'autres partenariats pourraient être envisagés avec des acteurs implantés dans la commune, tels que le lycée professionnel hôtelier (utilisation de produits locaux, recettes originales...), le collège de Punaauia, le lycée Saint-Joseph.

⁹ Pour l'UNESCO, *« la culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances »* (FABRIZIO, DESJEUX, DUPUIS, 1994 : 24).

la spécialisation des collections créent donc un "filtre naturel" à même de dissuader un particulier qui "serait vite déçu" à moins d'avoir des besoins de type universitaire » (SABY, 2015 : 28). En outre, la faible fréquentation de ces dernières par le grand public s'explique par les tarifs d'inscription parfois trop élevés pour certaines populations. Puis, la forte présence d'interdits peut freiner leur fréquentation. Une BU reste, malgré tous les efforts d'ouverture, un espace de travail qui impose le silence. A ce sujet, la Conservatrice Adèle SPIESER (2012) souligne que de nombreux bibliothécaires craignent un relâchement dans l'attitude des néousagers, qui ne conviendrait pas aux lieux : manger, s'asseoir par terre, être pieds nus, voire dormir. De surcroît, le grand interdit implicite ou explicite, mais intégré par tous, est le bruit. La bibliothèque, encore plus universitaire, reste le lieu du silence. Dans ces conditions, il ne semble pas envisageable d'espérer pouvoir ouvrir quotidiennement la BU au grand public, à moins que des espaces dédiés aux discussions, aux travaux en groupe soient aménagés (comme à la BU de droit et lettres du campus de Saint-Martin-d'Hères, Grenoble 2). Toutefois, il semble qu'il faille aborder cet accès à la BU de l'UPF d'une autre manière :

- proposer un accès à bas prix, voire un accès gratuit, pour les plus démunis qui le souhaiteraient : pour le public extérieur, le tarif d'inscription à la BU est de 5 500 Fcfp (soit 46 €) par an, ce qui peut représenter une somme importante pour certains ménages ;
- envisager l'ouverture de la BU certains dimanches ce qui pourrait inciter certaines familles à s'y rendre ;
- Envisager l'aménagement d'un espace plus libre où la parole et le relâchement ne sont pas proscrits, puis assouplir les règles en matière de tenue et d'attitude à adopter : possibilité de s'asseoir par terre, de discuter sans déranger les autres... ;
- faciliter l'insertion du grand public, notamment en laissant les personnes externes à l'UPF s'approprier l'espace ;
- élargir l'offre des ressources en favorisant la diffusion d'une culture générale moins académique.

Ce type d'initiative avait été envisagé à la bibliothèque du campus Condorcet Paris - Aubervilliers (en Ile-de-France) par des espaces dédiés à tous, sur d'importants créneaux horaires. Avec des moyens plus modestes, il paraît envisageable de réorganiser la BU de l'UPF afin de la rendre plus accessible physiquement et intellectuellement à un public plus diversifié, d'autant qu'un bâtiment dédié à la recherche est actuellement en construction.

2. Démocratiser les conférences « Savoirs pour tous » : l'objectif de ces conférences est de rendre accessibles et intelligibles les savoirs, puis de permettre des échanges entre l'auditoire et le conférencier, tout en contribuant aux grands débats contemporains. Cependant, il apparaît qu'un grand nombre de sujets restent trop spécialisés. Les vidéos des conférences proposées sur le site Internet de l'UPF témoignent de la qualité des présentations, mais de leur technicité inaccessible pour des personnes non spécialistes ou qui ne disposent pas du savoir nécessaire à la compréhension du sujet. Or, « *cet accès au savoir pour tous doit être encouragé par la municipalité en assurant un rôle d'information et d'orientation auprès de tous les habitants* » (GUERRIEN, 2008 : 59). Ainsi, il conviendrait de :

- présenter un programme plus abordable afin d'attirer le grand public et permettre de diffuser le savoir de façon efficace aux populations du quartier Outumaoro qui seraient intéressées ;

- offrir des conférences de vulgarisation et de diffusion des savoirs scientifiques, tant aux habitants du quartier, qu'aux collégiens et lycéens voisins, ce qui permettrait à ces derniers de désacraliser ce « tout petit monde » qu'est l'université (LODGE, 2004) ;

- proposer au sein de l'UPF une association réunissant des habitants du quartier, détenteurs de connaissances, pour la divulgation d'un savoir plus traditionnel : pratiques sociales, culture orale, contes et légendes... (ou intégrer ces personnes au sein d'associations universitaires, comme l'ARC).

3. Populariser les formations : l'université propose également des formations dans le but d'obtenir, par exemple, le Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU), la Capacité en Droit (permettant d'obtenir un diplôme de niveau bac). Il serait opportun de :

- porter à la connaissance de tous l'existence de ces formations ;

- envisager un partenariat avec l'UPF permettant l'accès au plus grand nombre (inscriptions à tarif modéré, exonération des frais d'inscription), subventionner l'inscription à ces formations selon des critères sociaux, pour améliorer les connaissances de volontaires et leur permettre d'acquérir des compétences favorisant leur insertion professionnelle ;

- proposer d'autres formations diplômantes au sein de l'UPF pouvant être menées en partenariat avec d'autres acteurs (CFPA de Punaauia, Lycées professionnels, agricoles...);

- envisager la mise en place de formations à distance permettant l'accès à des publics ne pouvant pas se rendre sur le campus (par exemple, des îliens) ;

- mener des actions conjointes entre l'université, la mairie et d'autres acteurs afin de contribuer au rayonnement et à la polyvalence de l'UPF, tout comme à son intégration dans le tissu social.

4. Cinéma en plein air : le campus de l'UPF offre un cadre agréable et le climat polynésien (hors périodes de pluie) se prête avantageusement aux activités en plein air. Le cinéma est un moyen d'accès à la culture agréable, notamment pour ceux réfractaires à des supports culturels plus traditionnels (livres, expositions...). Cependant, le cinéma reste une activité onéreuse que beaucoup ne peuvent pas s'offrir : en 2020, le prix moyen d'une place de cinéma à Papeete est de 1 350 Fcfp, soit 11,34 €. De plus, certains habitants du quartier Outumaoro n'ont pas de moyen de transport ni les moyens financiers de s'offrir une séance de cinéma en famille. Sans possibilité de se déplacer, même une projection gratuite au parc de Paofai de Papeete n'est pas accessible à toutes ces familles. Le campus disposant de vastes espaces en plein air, mais aussi d'amphithéâtres équipés de matériels numériques, pourrait permettre la projection de films sur grand écran dans le cadre d'un partenariat université et municipalité, durant les fins de semaine ou pendant les périodes de vacances scolaires. Notons cependant la nécessité du respect des espaces verts et des locaux par les bénéficiaires, puis des droits à régler à la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM). Ainsi, sous certaines conditions, des projections cinématographiques peuvent être mises en place afin de :

- proposer une grande diversité de formats (documentaires, reportages, films pour enfants, d'animation, œuvres classiques, courts métrages, cycles monographiques, conseils de vie pratique...);
- faciliter l'accès pour les résidents du quartier Outumaoro ;
- favoriser la rencontre entre universitaires et habitants, comme au travers de débats après les projections...

5. Partage de la culture et des savoirs polynésiens : les habitants du quartier Outumaoro, tout comme les étudiants, peuvent être détenteurs de connaissances et de savoirs vernaculaires (langue, mythes, croyances, traditions, architecture, cuisine...). Favoriser la divulgation de ces savoirs valoriserait les populations, non seulement dans le cadre des « Conférences savoir pour tous », mais aussi par une collaboration intimiste (non publique) entre enseignants et particuliers (comme dans le cadre de projet de recherches retraçant l'histoire des essais nucléaires en Polynésie française). En raison de la prise de conscience des connaissances détenues par les habitants des quartiers périphériques, souvent issus d'horizons différents, certains campus mettent en place avec l'appui des municipalités des démarches similaires. L'université n'est pas le seul centre de production, de concentration et de transmission des savoirs, ne serait-ce que dans les enseignements professionnels et technologiques (par exemple, dans les domaines agricoles, maritimes, de l'alimentation, restauration...). L'approche universitaire centrée sur le progrès et la science nous fait souvent oublier la richesse des connaissances vernaculaires, héritées la plupart du temps de savoirs et d'expériences séculaires. La diversité et la richesse de la Polynésie française permettent de découvrir au cœur des quartiers de Punaauia et particulièrement d'Outumaoro – dont sont issus de nombreux îliens - des trésors de savoirs et de culture, qu'il paraît intéressant de diffuser et de faire perdurer. L'université est une ressource permettant de conserver et d'organiser ces connaissances.

6. Ouverture de l'université durant les congés : envisager la possibilité d'utiliser les locaux de l'université (salle de cours, d'informatique...) pendant ces périodes afin que des initiatives associatives ou culturelles puissent s'y dérouler ou simplement que des personnes puissent accéder à des outils informatiques en vue, par exemple, de démarches administratives (recherche d'emploi, candidature...).

7. Lectures en plein air : profiter du campus pour proposer des lectures en plein air, à destination de tous, et plus particulièrement des enfants, en impliquant les étudiants, comme ceux du parcours Lettres et Arts ou encore les adhérents de la Troupe de l'atelier théâtre de l'UPF (TARTUPF), sur le modèle du Théâtre national populaire et des initiatives menées par Jean Vilar, en vue de :

- donner le goût de la lecture aux enfants et aux plus grands ;
- favoriser le partage interculturel ;
- faire connaître le patrimoine culturel de la Polynésie française (contes, récits...), tout en proposant une ouverture sur le monde ;
- faire appel à des artistes locaux en vue de lectures animées.

8. Les arts sur le campus : que ce soit par la musique, la danse, le chant, etc., la convivialité qui se dégage du partage de la culture et des arts donnerait l'occasion aux étudiants et aux habitants du quartier de se découvrir et de tisser des liens. D'ailleurs,

l'Association de la Chorale de l'Université de la Polynésie Française (ACUPF) est accessible également aux personnes extérieures. Des représentations, des initiations pourraient ainsi être proposées sur le campus :

- solliciter des groupes de musique, de danse traditionnelle, des artistes au sein de la commune et de l'université ;
- organiser sur le campus des manifestations ouvertes à tous : fête de la musique, célébrations, commémorations...

9. Echanges sportifs : favoriser la pratique sportive entre les étudiants et les habitants, via des entraînements et manifestations :

- ouvrir le gymnase universitaire aux pratiquants extérieurs en proposant des activités variées (sports collectifs, nautiques, traditionnels, yoga, arts martiaux...) ;
- développer le « cirque social » qui utilise ces arts comme un outil d'inclusion : les différents ateliers permettent de développer l'estime de soi, la persévérance, l'assurance, la confiance, l'entre-aide...

10. Des étudiants et habitants ambassadeurs du partage des connaissances : le lieu où ces ambassadeurs se rencontreraient reste à définir, mais il serait opportun qu'il se situe au cœur du quartier afin que les habitants n'aient pas la sensation que tout soit centralisé sur le campus. Il faut y développer les échanges et renforcer l'impression que des initiatives et actions peuvent également être pensées et offertes depuis le quartier Outumaoro :

- mettre à profit les forces vives de l'université pour favoriser le lien avec les habitants, en impliquant les étudiants (de l'UPF, de l'ESPE) en vue de soutien scolaire, d'apprentissage des langues étrangères, de formation aux outils informatiques... ;
- utiliser les compétences des étudiants pour proposer une assistance bénévole aux démarches administratives rédaction de courrier, préparation aux entretiens d'emploi...

De manière générale, pour que l'ouverture du campus et celle du quartier soient optimums, la coopération et les échanges entre les deux pôles doivent permettre de :

- lister les idées et les projets auprès des étudiants en matière d'ouverture du campus, et plus particulièrement en lien avec le quartier Outumaoro ;
- répertorier précisément les attentes des habitants en vue d'un partenariat avec l'université ;
- aider et subventionner des projets étudiants permettant la valorisation de l'ensemble Outumaoro-UPF ;
- intégrer autant que faire se peut des acteurs variés (associatifs, entreprises privées, publiques, spécialistes...) dans le développement des projets.

En conclusion

Par ces quelques propositions, le projet du campus ouvert peut rappeler, dans une certaine mesure, les initiatives de l'université populaire. Ce type de démarches s'inscrit d'ailleurs dans l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, stipulant dans l'article 26 que « *toute personne a droit à l'éducation* » et dans l'article 27 que « *toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de*

jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent »¹⁰. Selon Michel ONFRAY (2012), qui crée en 2002 l'université populaire de Caen en réponse à l'échec de la gauche et à l'accès de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle – cette ambition revient à adopter l'approche de la condition humaine de Platon, selon l'allégorie de la caverne, où l'ignorance est représentée par l'obscurité et la connaissance par la recherche du chemin vers la lumière.

Cependant, la plupart des universités qui se disent populaires (comme celle de Mulhouse où le droit d'inscription pouvait être élevé) développeront des programmes spécifiques en direction des plus exclus, en particulier autour du français et des langues étrangères, de l'alphabétisation : en faveur de l'ouverture de la culture à tous. Des cours étaient organisés en fin de journée (généralement hebdomadairement, entre 18h et 20h), mais aussi des ateliers (par exemple de littérature, de psychanalyse...) où l'enseignement était moins vertical, voire davantage horizontal. C'est ainsi que Gilles Geneviève, professeur des écoles, animateur et formateur, a pu remarquer que certains élèves étaient très à l'aise à l'oral, avec un discours à la fois pointu sur l'argumentation et à la fois capable d'un regard métadiscursif. Fait intéressant : l'une de ces meilleures élèves était inscrite en Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA), c'est-à-dire que selon les critères habituels de l'époque, cette élève était destinée à une filière correspondant aux jeunes les plus en difficulté, alors que dans ses activités pédagogiques, elle brillait par ses performances. On peut se demander si les réelles capacités des élèves ne sont pas réduites aux quelques aptitudes valorisées par l'école républicaine ?

Pour Onfray, les jeunes de l'université populaire étaient minoritaires et il définissait ses étudiants de la façon suivante : *« il s'agissait de gens simples et cultivés [...] souvent entre 60 et 70 ans [...] des gens lettrés, pas forcément des universitaires [...] c'était des gens qui avaient des métiers et qui s'instruisaient. [...] Généralement il s'agissait de jeunes retraités et aussi des gens [...] qui ont beaucoup travaillé, et qui à présent étaient à la retraite, avaient le temps de s'enrichir »*¹¹. Ces participants, de par leur âge et leur passé, n'attendent pas des enseignants qu'ils leur désignent des issues politiques. La transformation qui est cherchée est intellectuelle, personnelle, plutôt que sociale. D'ailleurs l'expression de transformation sociale est préférée à celle de révolution. Ainsi, nous rejoignons l'analyse de Gilles Geneviève : *« le pire de nos maux actuellement, c'est justement le goût du pouvoir, et j'essaye de me battre de toutes les façons que je peux contre ça. Je crois que tous nos maux viennent de [...] cet appétit pour le pouvoir. Effectivement, je pense, et cela est démontré depuis Platon, que le pouvoir ne corrompt pas, mais qu'il attire à lui des gens qui ont envie de cette reconnaissance, de cette posture dominante, surplombante. Hélas, il y a peut-être beaucoup d'enseignants qui le sont devenus par goût du pouvoir. Or, je vise l'exact inverse ! C'est-à-dire mon effacement le plus total »*.

En définitive, la démarche du campus ouvert se fonde sur des valeurs démocratiques, libertaires et non libérales : permettre l'accès à la culture, aux savoirs à tous ceux qui

¹⁰ Cf. site Internet de l'UNESCO, « L'UNESCO et la Déclaration universelle des droits de l'homme », [URL : <https://fr.unesco.org/udhr>], consulté le 4 octobre 2020.

¹¹ Cf. émission de Jean Lebrun, diffusée sur *France Inter*, le samedi 3 octobre 2020, intitulée « Michel Onfray, au temps de l'Université Populaire de Caen », [URL : <https://www.franceinter.fr/emissions/intelligence-service/intelligence-service-03-octobre-2020>], consulté le 15 janvier 2021.

souhaitent sortir du chauvinisme social. L'image du campus ouvert renvoie à celle d'Epicure qui, dans un faubourg populaire d'Athènes, réunit dans son jardin des amis femmes, hommes, courtisanes, esclaves... pour partager et dialoguer avec ceux, qui ont soif de savoir, dans un but philosophique commun (MAIGA, 2013 : 127), que NIETZSCHE (1923 : 35) résuma par l'expression « *se faire libre* ». Ce qui est intrigant dans l'expression « Université populaire », c'est que pour de nombreuses personnes elle semble antinomique. Si en France, l'université renvoie à un lieu public où est dispensé l'enseignement supérieur, ce qui est social et valorisé, le terme populaire a davantage une connotation péjorative, en référence à la plèbe, au peuple, à l'ensemble des citoyens provenant des classes sociales laborieuses, en somme aux idéaux de la Première République, ce qui peut être extrêmement mobilisateur. En fait, il faut surtout comprendre que ce type de lieu et d'enseignement est pour tous, ouvert à tous, mais bien évidemment ce n'est pas exactement la réalité : car déjà Pierre BOURDIEU (1993) dénonçait *la misère du monde* et l'incurie des élites françaises.

Bibliographie

- AL WARDI S., 2010, « L'autonomie polynésienne vue de l'administration », *Pyramides*, « *Les réformes de l'administration vues d'en bas* », n°19, vol. 3, pp. 87-104.
- BAMBRIDGE T., 2017, « Le « rahui » polynésien au secours de l'environnement », *The Conversation*, 10 mars 2017, [URL : <https://theconversation.com/le-rahui-polynesien-au-secours-de-lenvironnement-73382>], consulté le 23 février 2019.
- BERTHELEU H., 2007, « Sens et usages de "l'ethnicisation" », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n°2, mis en ligne le 1 octobre 2010, [URL : <http://journals.openedition.org/remi/4167>], consulté le 14 septembre 2020.
- BOURDIEU P., 1993, *La Misère du monde*, Ed. du Seuil, Essais, 947 p.
- BRAUDEL F., 1958, « Histoire et Sciences sociales : la longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 13ème année, n°4, pp. 725-753.
- FABRIZIO C., DESJEUX D., DUPUIS X., 1994, *La dimension culturelle du développement*, Ed. UNESCO, Paris, 241 p.
- FRESSOZ J.-B., LOCHER F., 2020, *Les Révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique XVe-XXe siècle*, Ed. Seuil, Coll. L'univers historique, 320 p.
- GHASARIAN C., 2014, *Rapa, île du bout du monde, île dans le monde*, Ed. Demopolis, 591 p.
- GUERRIEN M., 2008, *Mission municipale d'information et d'évaluation sur l'avenir universitaire du territoire*, rapport final, tome 1, juin-décembre 2008, 188 p.
- HOBSBAWM E. J., RANGER T., 2006, *L'invention de la tradition*. Ed. Amsterdam, 370 p.
- LODGE D., 2004, *Un tout petit monde*, Ed. Rivages, 496 p.
- MAIGA M. Y., 2013, *La Katalepsis des staseis gréco-hellenistiques à la lumière de la doctrine d'Epicure*, thèse de doctorat en philosophie, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand II, 645 p.
- NIETZSCHE F., 1903, *Ainsi parlait Zarathoustra*, Première partie, « Les trois métamorphoses », trad. révisée d'Albert H., Société du Mercure de France, vol. 9, pp. 33-36.
- ONFRAY M., 2012, *Rendre la raison populaire*, Ed. Autrement, Coll. Université populaire & Cie, 94 p.

- RENARD J., 1902, *Le journal inédit. 1900-1902*, mis en ligne le 1^{er} août 1999, par l'Association de Bibliophiles Universels, [URL : http://abu.cnam.fr/cgi-bin/donner_html?ren99041], consulté le 3 mars 2021.
- ROUE M., 2012, « Histoire et épistémologie des savoirs locaux et autochtones », *Revue d'ethnoécologie*, n°1, mis en ligne le 2 décembre 2012, [URL : <https://journals.openedition.org/ethnoecologie/813>], consulté le 22 février 2020.
- SABY M., 2015, *Les bibliothèques universitaires et leur public extérieur : pratiques et enjeux*, Mémoire d'étude-Diplôme de conservateur des bibliothèques sous la dir. ROCHE F., janvier 2015, ENNSIB-Université de Lyon, 149 p.
- SPIESER A., 2012, *Fais pas ci, fais pas ça : les interdits en bibliothèque*, Mémoire d'étude-Diplôme de conservateur des bibliothèques sous la dir. de Détrez C., janvier 2012, ENNSIB-Université de Lyon, 88 p.